043 Intégrer la conservation de la biodiversité aux programmes de tarification et de commercialisation du carbone visant à atténuer le changement climatique

NOTANT qu'il est urgent d'assurer la protection et la restauration des écosystèmes et de la biodiversité, des actions essentielles pour atténuer le changement climatique et s'y adapter ;

PRENANT ACTE du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal (CMBKM), qui fixe des objectifs ambitieux en matière de conservation de la biodiversité à l'horizon 2030 tout en tenant compte du changement climatique (cible 8) ;

SE FÉLICITANT de la décision 16/22 de la Convention sur la diversité biologique, *Biodiversité et changements climatiques*, qui appuie les actions synergiques, souligne le rôle de la biodiversité dans l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, et appelle à renforcer la cohérence politique entre les Conventions de Rio ;

SE FÉLICITANT EN OUTRE de la décision 1/CMA.5 de l'Accord de Paris sur le climat, *Résultats du premier bilan mondial*, qui souligne l'importance de la conservation de la nature en accord avec le CMBKM ;

RAPPELANT que, comme le mécanisme pour un développement propre (MDP) du Protocole de Kyoto (1998), l'Accord de Paris (2015) fixe des objectifs de réduction des émissions ainsi que des mécanismes de crédits carbone ;

INSISTANT sur le fait que l'extraction et la combustion des combustibles fossiles sont les principales sources d'émissions de gaz à effet de serre et que, pour parvenir à l'objectif de zéro émission nette, il faut mettre en place des mesures à l'échelle de l'économie ainsi que des instruments de tarification du carbone, fondés ou non sur le marché, afin de limiter le réchauffement à 1,5 °C et de minimiser le risque d'inversion ;

CONSIDÉRANT le fait que les projets d'énergies renouvelables peuvent présenter des risques pour les écosystèmes et la biodiversité aux niveaux local et régional ;

CONSIDÉRANT EN OUTRE que, pour les activités d'atténuation du changement climatique, les solutions fondées sur la nature pourraient nuire aux écosystèmes, ce qui pourrait l'emporter sur les avantages qu'elles présentent pour le climat et accroître les risques pour le stockage du carbone ;

MAIS PRENANT TOUTEFOIS NOTE de leur important potentiel en termes de contribution aux objectifs de réduction de la température de la planète ;

PRENANT ACTE du conflit potentiel avec les droits des peuples autochtones et des communautés locales, ainsi que des défis à relever pour veiller à ce que des garanties environnementales et sociales soient mises en place dans le cadre de ces projets ; et

RAPPELANT la Résolution 7.114 *Solutions intégrées pour faire face au changement climatique et aux crises qui frappent la biodiversité* (Marseille, 2020), la Résolution 6.056 *Réponse de l'UICN à l'Accord de Paris sur les changements climatiques* (Hawaï'i, 2016), la Résolution 5.172 *Développement des énergies renouvelables et conservation de la biodiversité* (Jeju, 2012) et la Résolution 4.076 *Conservation de la biodiversité, atténuation des changements climatiques et adaptation à ces changements* (Barcelone, 2008) ;

Le Congrès mondial de la nature 2025 de l'UICN, lors de sa session à Abou Dhabi, Émirats arabes unis :

1. DEMANDE au Directeur général et aux Commissions d'élaborer une politique et des lignes directrices en vue d'intégrer la conservation de la biodiversité et des écosystèmes aux projets d'atténuation du changement climatique, en particulier à ceux qui génèrent des crédits carbone, afin de garantir l'intégrité de la biodiversité.

2. APPELLE les États, les agences internationales ainsi que les organismes multilatéraux de financement pour le climat à :

a. veiller à ce que la protection de la biodiversité et l'intégrité des écosystèmes soient au cœur des actions, des politiques et des projets d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ce dernier, en incorporant des indicateurs d'amélioration de la biodiversité et d'intégrité des écosystèmes ainsi que des pratiques de gestion des écosystèmes aux systèmes de crédits carbone et d'échange de droits d'émission ;

b. utiliser le niveau de référence naturel de la Commission de statistique des Nations Unies (SCEE 2021, en anglais) pour refléter la valeur des écosystèmes intacts et la régénération des écosystèmes dégradés, et recourir à une comptabilisation de la totalité des coûts pour les projets d'atténuation des émissions de carbone, qui tiennent compte de la perte de biodiversité, des coûts de conservation et des risques pour la capacité de stockage des écosystèmes ;

c. adopter le Standard mondial de l'UICN pour les solutions fondées sur la nature, en veillant à la protection de la biodiversité et des droits des peuples autochtones et des communautés locales ; et

d. accroître le financement consacré à la conservation de la biodiversité pour faire face aux menaces futures engendrées par les projets d'atténuation du changement climatique.

3. INVITE les gouvernements et les bailleurs de fonds à renforcer leur soutien en faveur de la recherche et de la sensibilisation aux effets sur la biodiversité des initiatives d'atténuation du changement climatique, en particulier en ce qui concerne l'échange de crédits carbone au niveau mondial, et aux compromis en matière de partage des avantages et de durabilité pour les communautés affectées.